

## LE TRILEMME DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Philippe Van Parijs

in *Politique*, Hors série n°1, janvier 2005, pp. 94-95.

Ni aujourd'hui ni demain, dans un monde comme le nôtre où l'inégalité internationale est bien plus profonde que l'inégalité intra-nationale, on n'échappera au trilemme suivant:

- Soit on ferme les portes aux étrangers, ou on les entrebaille très chichement, laissant ainsi s'accumuler sur le pas de nos portes une pression de moins en moins soutenable.

- Soit on les ouvre franchement mais en n'accordant à ceux qui s'y engouffrent qu'une fraction des droits des natifs, instaurant ainsi un régime permanent d'inégalité certes moindre qu'aujourd'hui mais combien plus visible et donc insupportable que quand les pauvres sont loin.

- Soit enfin on ouvre franchement les portes en accordant à tous ceux qui s'y engouffrent les mêmes droits qu'aux natifs, contraignant par là tout système généreux de protection sociale à se rabougrir d'urgence pour ne pas s'effondrer.

Pour rendre ce trilemme moins inconfortable, il n'y a pas d'autre stratégie concevable que la réduction des inégalités entre les nations. Au service de cette stratégie, il existe potentiellement un instrument très puissant. Il porte un vilain nom, parce qu'il fait souvent mal à bien des citoyens des pays riches qui ne l'ont pas mérité: "délocalisations". Mais hélas, si l'on prend au sérieux l'objectif de réduire l'inégalité mondiale, il faudra bien passer par l'investissement au Sud d'une richesse qui était, ou aurait pu être, investie là où elle est aujourd'hui le plus concentrée, le Nord. D'une manière plus régulée peut-être, plus responsabilisante certainement, mais aussi plus massive qu'aujourd'hui, on ne peut vouloir sérieusement plus d'égalité entre les nations du monde sans vouloir plus de délocalisations.

Pour être efficace, cependant, pour que la mondialisation puisse aider au lieu de détruire, ce processus aura besoin d'être accompagné. Par des organisations supranationales et des coopérations inter-intatiques qui se focalisent sur les biens publics — état de droit, éducation, santé publique. Et par des ONG entrepreneuriales et vigilantes, susceptibles d'être plus innovatrices et plus sensibles aux nécessités et potentialités locales que ne le sont les multinationales et les bureaucraties. Mais cela ne suffira pas pour diffuser pouvoir d'achat et capacité d'action jusqu'aux recoins les plus démunis de la planète.

Il y faudra aussi un dispositif redistributif planétaire simple et puissant: une allocation universelle vraiment universelle. Par exemple financée, en tout cas initialement, par la vente au plus offrant des permis de pollution compatibles avec les objectifs de Kyoto : nous avons tous droit à un dividende égal sur la capacité d'absorption dont l'atmosphère entourant notre planète a la chance d'être dotée. Et par exemple distribuée, en tout cas initialement, sur le modèle du dispositif

redistributif le plus performant d'Afrique, le revenu garanti à toutes les personnes âgées d'Afrique du Sud: tout être humain né sur la planète aura la garantie de percevoir par cette voie une pension de base suffisante en tout cas pour vivre décemment dans les pays les plus pauvres.

Dans cinquante ans, ce processus sera peut-être suffisamment avancé pour qu'on puisse ouvrir largement les portes sans que ce ne soit la bousculade. Même si on donne à tous ceux qui entrent les mêmes droits qu'à ceux qui sont déjà là. Même sans devoir réduire d'un pouce la solidarité pré-existante. Mais en attendant, il nous sera très difficile, si nous refusons d'instituer une inégalité permanente sur notre territoire, d'être des deux côtés aussi généreux que nous souhaiterions l'être: généreux à l'égard de tous ceux qui se pressent à la porte de nos sociétés ou s'y sont subrepticement faufileés, et généreux à l'égard des plus démunis, des moins bien équipés parmi leurs membres.

Ce n'est pas en niant ce conflit qu'on l'abordera le mieux. C'est en en identifiant la racine qu'on se tournera vers la seule stratégie qui peut l'éliminer: un cocktail où entreprises multinationales, organisations supranationales, ONG et redistribution transnationale ont toutes leur place. Dans le monde drastiquement moins inégal que seul ce cocktail est susceptible de produire, il sera enfin possible d'adopter une attitude qui soit responsable à l'égard des plus faibles parmi les "nôtres" sans pour autant devoir adopter à l'égard des "étrangers" une politique dont, à juste titre, nous ayons honte. Dans ce monde moins inégal, il sera enfin réaliste de reconnaître à tous ceux qui en sont aujourd'hui scandaleusement privés le droit fondamental de migrer, précisément parce que très peu parmi eux en feront usage.